

Complicité et complémentarité

B.I.L.D. et GÜZ, précurseurs de l'OFAJ

Gérard Foussier*



Le Traité de l'Elysée, et tout spécialement le paragraphe consacré à la jeunesse qui a conduit à la fondation de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ) quelques mois plus tard, a constitué sans nul doute la synthèse de toutes les réflexions publiées auparavant depuis 1945 sur un avenir de la relation franco-allemande confié à la jeune génération.

A de nombreuses reprises depuis sa fondation à l'automne 1945 par le Père jésuite Jean du Rivau à Offenbourg, le Centre d'Information et de Documentation Economiques et Sociales (CIDES) – qui deviendra l'année suivante le Centre d'Etudes Culturelles, Economiques et Sociales (CECES), puis en 1949 l'association bicéphale franco-allemande sous ses désignations actuelles de Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.) et de *Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit* (GÜZ) – n'a cessé de mettre en valeur cette notion de jeunesse, porteuse d'espoir après tant d'années de confrontations et de conflits meurtriers. Ce message a été relayé avec la

même énergie et la même conviction dans ces cahiers créés également en 1945 qui deviendront en France *Documents*, revue des questions allemandes, et en Allemagne *Dokumente*, revue du dialogue franco-allemand, pour fusionner en 2010 sous le nom actuel de *Dokumente/Documents*.

Pour le 50^e anniversaire du B.I.L.D. en 1995, le secrétaire général de l'OFAJ, Francis Bellanger, avait à Offenbourg rendu hommage au travail de précurseur mené par la plus vieille organisation franco-allemande depuis l'automne 1945. « *Il est vrai que la tâche que le B.I.L.D. s'était fixée à Offenbourg était particulièrement exaltante* », avait-il rappelé dans son allocution (reproduite dans

Deutsch-französischer Jugendaustausch nach 1945

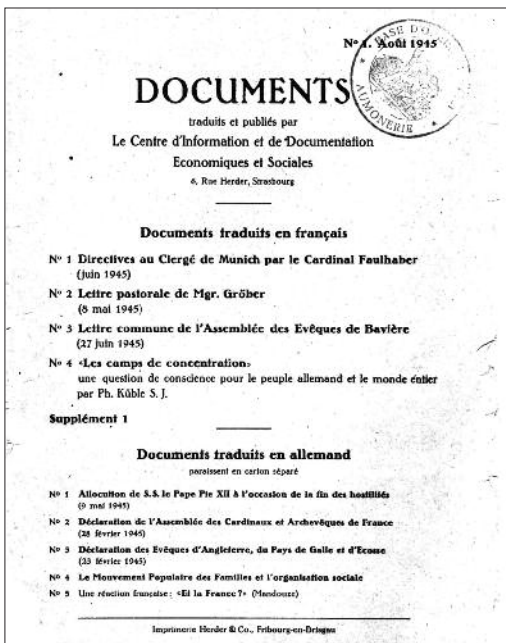
Das *Bureau international de Liaison et de Documentation* (B.I.L.D.) und dessen (Schwester-) *Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit* (GÜZ), mit heutigem Sitz in Paris und Bonn, bestehen seit 1949 und sind die älteste deutsch-französische Organisation; der Jesuitenpater Jean du Rivau hatte ihre Vorgänger *Centre d'Information et de Documentation Economiques et Sociales* (CIDES) bereits im Herbst 1945 und das *Centre d'Etudes Culturelles, Economiques et Sociales* im Folgejahr gegründet – und mit ihnen die Zeitschriften *Dokumente* und *Documents*, die 2010 zu *Dokumente/Documents* fusionierten.

Von Anfang an setzten die beiden Gesellschaften auf die Jugend, um die „Erbfeindschaft“ zwischen Deutschland und Frankreich zu beenden und den Aufbau eines gemeinsamen Europas zu ermöglichen: Bereits Anfang der 1950er-Jahre kam es zu ersten Jugendbegegnungen; es folgten zahlreiche Austauschprogramme auf der Basis des gegenseitigen Kennenlernens, Verständnisses und Respekts – ein pädagogisches Konzept das heute noch Gültigkeit hat.

Insofern sind B.I.L.D.-GÜZ die Vorläufer und später Partner des 1963 gegründeten Deutsch-Französischen Jugendwerks. Red.

* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.).

Documents 5/1995), « c'était, en effet, au lendemain de la guerre que le B.I.L.D. du Père du Rivau et le Comité d'Echanges avec l'Allemagne nouvelle, animé par Mme Grosser, conscients qu'il convenait enfin de concevoir les rapports humains autrement qu'en terme de forces, ont posé les bases d'une nouvelle pédagogie de la rencontre et de l'échange, fondée sur la connaissance mutuelle, la compréhension de l'autre et le respect réciproque, qui nous sert de modèle encore aujourd'hui ». Et il avait ajouté que cette action s'adressait à la jeunesse, ce qui était novateur à l'époque : « *L'on se tournait ainsi délibérément vers l'avenir* ».



Même tendance dans les propos tenus en 1995 par Rita Süßmuth, alors présidente du *Bundestag* depuis 1988 et ancienne ministre de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé (de 1985 à 1988) : « *Votre organisation, tout en faisant fi des conventions académiques, a cultivé l'intellectuel. En effet, aux rencontres de jeunes se joignaient non seulement des gens du travail, mais aussi des journalistes, des écrivains, des hommes politiques. Sans oublier l'activité des publications* ». Conclusion de Rita Süßmuth : « *En ce sens, ils ont vraiment été les précurseurs de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse* », dans un vibrant discours repris dans *Documents 5/1995*, consacré au 50^e anniversaire de B.I.L.D.-

GÜZ et qui reprend dans le détail les débats lancés dans divers groupes de travail à Offenburg. Sous le titre « *Jeunesse et valeurs* », présidé par Elisabeth Bourel, les participants ont mis l'accent sur la compétence, car « *si l'on veut que les jeunes s'engagent pour l'Europe, l'on doit leur donner davantage de possibilités de participer concrètement à sa mise en œuvre. Les jeunes veulent être de la partie. A cet effet, des mesures concrètes doivent être prises, afin de les impliquer davantage dans les processus de décision et de réalisation, et ce à tous les niveaux : locaux, régionaux, supérieurs, etc.. Car si les jeunes n'ont de toute façon pas la possibilité de participer à cet effort, ils ne témoigneront pas d'intérêt et ne s'engageront pas pour l'Europe, et ce encore moins si quelque responsable leur serine que 'la jeunesse, c'est l'avenir de l'Europe'* ».

Francis Bellanger devait rappeler pour sa part que « *ce travail de pionnier, lancé par le B.I.L.D., ne devait pas rester lettre morte. C'est lui qui a tout naturellement inspiré les plus hautes instances politiques de ces deux pays quand il a été question dans les années 50 de jeter les bases d'une coopération approfondie dans un traité et de créer l'OFAJ* ». D'aucuns feront remarquer que l'hypothèse d'un traité n'est intervenue que très tard dans les relations franco-allemandes (voir les dossiers précédents publiés dans *Dokumente/Documents* en 2012). Ni sous la Quatrième République, ni dans les débuts de la Cinquième, pas même lorsque le Général de Gaulle et le chancelier Adenauer feront la démonstration de leur amitié à Colombey-les-Deux-Eglises, Reims et lors de leurs voyages officiels de 1962 en Allemagne et en France, il ne sera question d'un traité, mais on retiendra l'essentiel, à savoir que ce document historique signé dans les salons de l'Elysée le 22 janvier 1963 comporte un important paragraphe sur la jeunesse, qui conduira moins de six mois plus tard à la fondation de l'OFAJ lors des premières consultations franco-allemandes prévues par ce Traité de l'Elysée.

Par contre, même lorsqu'il n'était pas encore question de traité, le mot jeunesse apparaît sans cesse dans les discours et les commentaires, dans les attentes et les conceptions – le propos le plus symbolique ayant été ce discours de Ludwigsburg, prononcé en septembre 1962 (à relire dans ce numéro) par le Général de Gaulle, en allemand,

Jeunesse dans le « no man's land »

« Quand quelqu'un pourrait aimer et se défie de le montrer parce qu'il craint d'être raillé, il prend une attitude cynique et désabusée, contemprice de l'amour; il se fait hérissé, inapprochable. Une si mince couche de glace fond devant un très léger souffle chaud. Et qui pourrait blâmer des jeunes gens qui, seuls dans le « no man's land », sans un mot d'ordre clair et fort, capable de les unir, dans cette grisaille d'aube qui s'étend sur l'Allemagne, ne possèdent encore aucune situation et se refusent à entrer dans un de ces cadres qui sentent plus le ciment et la colle que l'odeur du bon bois? Le danger allemand réside aujourd'hui bien plutôt dans l'émoussement, l'aplatissement des aînés, de ceux qui sont censés diriger, que dans une agressivité nouvelle de la jeunesse. Et la jeunesse consolée peut se montrer agressive contre tout ce qui est pourri, corrompu, artificiel; être sceptique à l'égard des grands mots et des fausses façades, rejeter la pensée contrainte, mais aussi être prête au respect de ce qui importe vraiment, ouverte à ce qui est vivant et tournée vers l'amour. Effort vers un développement personnel, vers un début de réalisation est toujours précédé d'un point mort, d'un certain vide. Ce n'est qu'après une complète expiration que la pleine force de l'aspiration est impartie au poumon.

« Je tiens pour possible que la jeunesse allemande soit aujourd'hui à la position de viduité; je le crois même. Le mot d'ordre pour une saine dilatation ne peut être que celui-ci : l'Europe. Seule la fusion européenne peut libérer de la paralysie les forces spi-

rituelles et biologiques des peuples chez lesquels les traditions ont en puissance non seulement leurs vieilles racines, mais aussi leurs nouvelles sèves. En Allemagne même, qui n'existe plus en tant qu'Etat national, des sources ensevelies peuvent jaillir et couler, capables de former de nouveaux et grands cours d'eau. Lors d'une conversation sur le même thème (« Position de la jeunesse allemande »), on me demanda récemment si je ne voyais pas les choses trop en rose. Je m'intéresse peu à la nuance rose



et on se tromperait beaucoup en qualifiant d'optimisme ce qui emplit ma pensée. Pour répondre, il me vint l'idée d'une comparaison empruntée à l'optique.

Lorsque, sur une grande surface noire, il existe un petit cercle blanc et que l'oeil se pose avec insistance sur ce cercle blanc, celui-ci se développe dans la réflexion et arrive à dominer toute la surface noire. Si, au contraire, c'est sur la surface noire que se fixe le regard, elle déborde et obscurcit le cercle blanc. L'optique est une très haute réalité; l'optique symbolise la puissance de la foi. L'œil humain réfléchit la puissance créatrice divine. Telles nous voyons les choses, telles elles seront. »

Carl Zuckmayer (1896-1977), écrivain et dramaturge dans *Documents* 3/1950

venant ainsi compléter ses appels aux ouvriers de Duisburg et aux soldats de l'Ecole de guerre de Hambourg prononcés dans la même semaine.

Francis Bellanger soulignait à Offenbourg en 1995 qu'il n'était guère étonnant qu'entre le B.I.L.D. et l'OFAJ, « il existe plus que des affinités, une véritable parenté et souvent – avouons-le – une amicale complicité. C'est un secret pour personne que le B.I.L.D. compte parmi les principaux partenaires de l'OFAJ, qui retrouve dans ses programmes la même déontologie de la rencontre et le même souci de la qualité de l'échange. »

Les jeunes, garants de l'entente

Dans une interview accordée dès 1963 au rédacteur en chef de *Dokumente*, Heinz Linnerz, après une rencontre de journalistes catholiques français et allemands à Nancy, au cours de l'été 1963 (voir *Dokumente* 4/1963 et *Documents* 5/1963), Bruno Heck, alors ministre de la Jeunesse et de la Famille, et par conséquent ministre de tutelle de l'OFAJ du côté allemand, avait répondu aux critiques de ceux qui craignaient que le Traité ne reste lettre morte. « L'histoire nous apprend qu'un tel papier peut être

discrètement rangé aux archives ; on peut aussi le remplir d'intentions toutes différentes de celles stipulées à l'origine, ou lui donner une interprétation unilatérale », notait le rédacteur en chef en guise d'introduction de son entretien avec le ministre, lequel, tout aussi conscient des craintes, avait tenu à affirmer qu'« *il s'agit maintenant de transposer dans la réalité les clauses du Traité. Les consultations réciproques offrent une occasion unique de discuter ensemble des difficultés qui ne manqueront pas de se présenter et d'en rechercher en commun la solution. Il me paraît absolument inutile de craindre que cette coopération ne représente l'alliance de deux peuples contre leurs autres partenaires. Car, ne l'oublions pas, pour la première fois dans l'histoire des peuples et des Etats, le Traité s'adresse directement à la jeunesse,*

non pas sous forme d'une ordonnance officielle, mais en lui confiant une grande tâche, à savoir de jeter, par son propre travail, les fondements d'une meilleure coexistence des peuples européens. C'est donc à la jeunesse elle-même, qui rejette aujourd'hui toute solution ressemblant à une 'petite Europe', qu'incombe le soin de l'application du traité. C'est pourquoi je considère les clauses du traité relatives à cette question comme les plus importantes de l'accord. Ce sont elles qui, à longue échéance, constituent le véritable garant de notre bonne entente. »

Pas question de tourisme

Si c'est le 23 octobre 1954 que fut signé le premier accord culturel entre les deux gouvernements pour

Anlass zum Nachdenken

„Die Ironie würde einem leicht fallen. Ein doppel-seitiges Bild in Paris-Match, der großen französischen Illustrierten: die Unterzeichnung des Vertrages vom 22. Januar. In der Mitte, strahlend, Charles de Gaulle; rechts und links von ihm, düster, Georges Pompidou und Konrad Adenauer; neben Adenauer Couve de Murville; neben Pompidou, ganz finster, Gerhard Schröder. Eindruck: das Oberhaupt der deutsch-französischen Föderation mit seinen beiden Ministerpräsidenten und seinen beiden Außenministern. Sogar im Vertragstext muss man lächeln: haben es doch beide Außenministerien fertig gebracht, sich durch eine zwischenstaatliche Abmachung bestätigen zu lassen, was ihnen intern die Ministerien für wirtschaftliche Zusammenarbeit nicht anerkennen wollen, nämlich dass nicht Erhard und nicht Giscard d'Estaing, nicht Scheel und nicht Triboulet, sondern allein die Koblenzer Straße und der Quai d'Orsay über die Entwicklungshilfe verhandeln werden.

Aber es bleibt reichlich Anlass nachzudenken. Über den Inhalt und über Probleme, auf die der Inhalt hinweist. Da sind die Erziehungs- und Jugendfragen. Vieles in diesem Teil des Vertrages entspricht dem, was wir, die seit Kriegsende deutsch-französische Aufklärungs- und Austausch-

arbeit betreiben, jahrelang gewünscht und gefordert haben: das unabhängige deutsch-französische Kuratorium zum Beispiel, das über einen Gemeinschaftsfonds verfügt, der den Begegnungen und dem Austausch von Schülern, Studenten, jungen Handwerkern und jungen Arbeitern zwischen beiden Ländern dient. Unsere heutige Sorge ist die umgekehrte wie bisher: die 50 Millionen DM, von denen die Rede ist, sind zu viel für einen Beginn. Man sollte erst genau wissen, was man tun will, mit wem man es tun will, bevor man die Eier von Personen und Gruppen entfacht, die Pläne haben werden, weil es Geld gibt, und nicht Geld brauchen, weil sie Ideen haben. Der Paragraph über den Sprachunterricht wird nicht leicht zu verwirklichen sein. In der Bundesrepublik sollte man hier nicht übersehen, dass man wenigstens die gleichen Bedingungen herstellen sollte wie die, welche in Frankreich seit Jahrzehnten bestehen und nach 1945 erhalten wurden; Möglichkeit der freien Wahl zwischen Englisch und Deutsch als Erstsprache in jeder Sexta, in Marseille und in Perpignan wie in Lille und in Straßburg.“

Alfred Grosser, im Gründungsjahr des Deutsch-Französischen Jugendwerks Generalsekretär des *Comité d'échanges avec l'Allemagne nouvelle*. Aus: *Dokumente* 2/1963.

favoriser les échanges de jeunes, c'est dès l'été 1951 qu'avait eu lieu la première grande rencontre de la jeunesse européenne à la Loreley. « Atout Jeunesse » donc, pour reprendre une expression liée aux jeux de cartes. L'image est transposable au message voulu par le Traité de l'Élysée : les jeunes ont les cartes en main et dans ce jeu (qui était avant tout celui de la réconciliation des aînés en 1963), ce sont eux qui disposent des meilleurs atouts. Un jeu ? Le mot doit être nuancé. En effet, on ne joue pas à la paix, comme d'autres ont peut-être joué à la guerre dans les cours de récréation. Mais la paix, la coexistence, la coopération, l'amitié peuvent présenter des aspects ludiques que seuls les jeunes pouvaient exploiter dans l'intérêt de la réconciliation de leurs parents.

Heinrich Barth, alors secrétaire d'État chargé de la gestion des affaires au ministère allemand de la Famille et de la Jeunesse, avait précisé (voir *Documents* 5/1963) que « *notre jeunesse doit savoir qu'il ne s'agira pas simplement pour elle de voyages 'touristiques' à prix réduits, agréables et sans engagement ; des tâches à la fois plus belles et plus lourdes lui incomberont : les jeunes devront faire en eux-mêmes un sérieux effort, leur tact et leur maîtrise de soi seront mises à l'épreuve, et leur objectif consistera dans une compréhension réelle et profonde de leur partenaire. Ils devront se préparer au devoir qui sera le leur, c'est-à-dire à la nécessité d'être celui des deux qui témoigne de davantage de compréhension, de prévenances et d'esprit de conciliation. Ils devront encore se préparer à une connaissance réciproque qui n'exclura pas celle de leur propre faiblesse, des fautes commises par leurs aînés et les obligera à réfléchir aux causes de ces dernières. Ils devront apprendre à vivre avec l'histoire de leur propre peuple et à pénétrer en même temps dans celle de l'autre peuple, afin de comprendre et de respecter ses réponses aux événements politiques et la part qu'il prend au cours de l'histoire. Ils doivent enfin atteindre à une claire conscience de l'histoire dans laquelle il ne peut exister de conscience politique saine, ni à plus forte raison de solidarité raisonnable par-delà les frontières nationales.* »

Ceci dit, quelques voix plus sceptiques allaient se faire entendre, comme celle d'Alfred Grosser, professeur à l'Institut d'Études politique de l'Université de Paris et secrétaire général du Comité d'échanges avec l'Allemagne nouvelle, qui

critiquera dans le numéro 2/1963 de *Dokumente* (voir la version en allemand dans l'encadré à gauche) l'image donnée lors de la signature officielle, comme si de Gaulle avait pris les allures d'un « *chef de fédération franco-allemande entouré de ses deux chefs de gouvernement et ses deux ministres des Affaires étrangères* ». Concernant le contenu du Traité, Alfred Grosser avait certes reconnu que de nombreux passages correspondaient tout à fait à ce que les premiers acteurs de la coopération franco-allemande souhaitaient et revendiquaient depuis la fin de la guerre, à savoir la mise en place d'un conseil d'administration franco-allemand indépendant, disposant d'un budget commun pour la promotion des échanges entre élèves, étudiants et jeunes travailleurs des deux pays. Mais il avait ajouté que les 50 millions de deutschemarks prévus dans le budget de l'OFAJ représentaient à son goût « *une somme trop élevée pour commencer* ». Il craignait en effet que cet argent n'attise les convoitises de personnes et de groupes qui allaient développer des projets en raison de cet argent disponible et non pas demander des subventions parce qu'ils ont des idées.

Appel aux jeunes

L'écrivain Roger Ikor (1912-1986), Prix Goncourt 1955 pour son roman *Les eaux mêlées* (qui forme avec *La greffe du printemps* un diptyque sur l'histoire d'une famille juive en France) et Prix Albert Schweitzer en 1957 (décerné chaque année par la Fondation Johann Wolfgang Goethe de Bâle), est cité à la fois dans *Dokumente* 2/1963 (voir l'encadré en allemand, page suivante) et *Documents* 3/1963, lorsqu'il s'adresse aux jeunes pour leur dire que « *naturellement, les jeunes gens de 20 ans sont déjà quelque peu dégagés du passé. Avec une différence toutefois : les jeunes Allemands réalisent l'idéal d'oubli de leurs aînés, tandis que les jeunes Français sont constamment rappelés à la mémoire de leurs aînés. Bref, par un mouvement naturel, l'Allemagne s'offre quand la France se méfie* ». Plus spécialement envers les jeunes Français, Roger Ikor leur appelait dans cette analyse en 1963 que « *la jeunesse allemande est parfaitement innocente du nazisme ; l'en soupçonner tarée comme a priori reviendrait à faire du racisme* ». Puis tourné

Misstrauen aufgeben

„Die jungen Leute von zwanzig Jahren sind naturgemäß schon etwas weniger mit der Vergangenheit verwachsen. Jedoch mit einem Unterschied: Die jungen Deutschen verwirklichen das Ideal des Vergessens der älteren Generation, während die jungen Franzosen von der älteren Generation ständig an die jüngste Vergangenheit gemahnt werden. Kurzum: eine natürliche Bewegung will es, dass sich Deutschland anbietet, während Frankreich misstrauisch ist. Hoffentlich dehnt sich der Tatbestand nicht bis zu dem Tage aus, an dem sich Deutschland, des Wartens müde, zurückzieht; das wäre natürlich übrigens der Augenblick, den Frankreich wählen würde, um sein Misstrauen aufzugeben. Ähnliche Wendungen sind beim Liebeswerben nicht selten.

Weil dem so ist, erinnere ich meine Landsleute, wenn ich mich an sie wende, unter anderem daran, dass die deutsche Jugend am Nazismus völlig unschuldig ist; sie von vornherein als verderbt anzusehen, liefe auf Rassenvorurteile hinaus. Wenn ich mich dagegen an Deutsche wende, bin ich gezwungen, ihnen zu sagen, dass es nicht mit dem guten Willen allein getan ist. Sie haben mit sich selbst Rechnungen zu begleichen. Je mehr Listen sie gebrauchen, umso mehr Misstrauen verbreiten sie; je direkter sie das Problem anfassen, umso mehr werden sie die Böswilligkeit entzweifeln.“

Roger Ikor, Schriftsteller, Prix Goncourt 1955, Albert-Schweitzer-Preis 1957. In: *Dokumente* 2/1963.

vers les jeunes Allemands, l'écrivain ajoutait que « force m'est de leur dire qu'ils ne peuvent s'en tirer par la bonne volonté. Ils ont des comptes à régler avec eux-mêmes. Plus ils ruseront, plus ils exciteront la méfiance ; plus directement ils se saisiront du problème, plus ils désarmeront la malveillance ».

Déjà en 1951, *Documents* reprenait (dans son numéro 7) la traduction d'un article paru en mars dans *Wort und Wahrheit* (cette revue catholique, fondée en avril 1946 à Vienne en Autriche, favorable à une modernisation de l'Église, a cessé de paraître en 1973), intitulé « Une génération per-

due ». Son auteur, l'écrivain allemand et essayiste Curt Hohoff (1913-2010), y analysait « l'attitude réservée des hommes de 30 ans », plus précisément « l'hostilité que la jeunesse éprouve pour la politique en général et sa volonté de ne pas se laisser embrigader par celle-ci ». Il parlait bien sûr de la jeunesse allemande éduquée et instruite entre 1920 et 1930 : « Elle a été épargnée par le national-socialisme, en Allemagne et en Autriche, en ce sens que ses membres sont nés trop tôt pour fréquenter les écoles du Troisième Reich, et trop tard pour être déjà, au moment du nazisme, en possession de fonctions ou de situations importantes qui les auraient forcés à entrer au Parti, sous peine de perdre l'une ou l'autre ». Et Curt Hohoff d'en déduire qu'il s'agit là d'une génération qui a grandi dans des conditions relativement favorables : « c'est elle qui assumera le rôle de direction dans la décade qui vient, lorsque les 'vieux' auront disparu. A ce rôle, elle se prépare déjà maintenant, dans son for intérieur ».

« Quelle est la physionomie des jeunes de 20 ans ? », demandait pour sa part Walter Killy (1917-1995) dans la *Neue Zeitung* du 5 janvier 1954. Quelques semaines plus tard, *Documents* 3/1954 proposait à ses lecteurs une traduction française de cet article paru dans ce « journal américain pour la population allemande », fondé en octobre 1945 à Munich par la division de contrôle de l'information dans la zone d'occupation américaine. Dans sa réponse à la question posée en titre il évoque les plus âgés qui ont fait, « durant les dernières décades, l'expérience de l'agitation de notre monde : on en parlait – et on en parle – jusqu'au dégoût. Mais ils se souviennent d'une paix, combien douteuse, et d'une certaine sécurité qu'ils ressentent encore comme une forme de vie normale. Depuis que ceux qui ont aujourd'hui vingt ans sont en âge de penser, l'incertitude est leur forme normale de vie. Lorsqu'à 6 ans, ils ont commencé à aller en classe et à écrire des i sur leur ardoise, la guerre a éclaté. Au moment de leur adolescence, la guerre était finie, leur père pas encore revenu, l'appartement détruit, il n'y avait rien à manger, mais beaucoup de réformes scolaires étaient entreprises. » Walter Killy poursuit sur un ton plus positif : « Même dans un ciel gris, il y a de l'espoir : finalement, les conditions de vie se sont stabilisées, la profession est choisie, et on s'attache à l'ami ou l'amie. »

Plus récemment, dans le numéro 4/1998 de *Documents*, le prêtre jésuite Jean-Yves Calvez (1927-2010), professeur de philosophie sociale et économiste alors enseignant invité au département d'Éthique publique de l'Institut supérieur de Théologie et de Philosophie de la Compagnie de Jésus (dont il était membre), avait remis le terme de réconciliation dans le débat public franco-allemand : « *Je voudrais supplier les plus jeunes de mes amis allemands (comme français) de revisiter les fondements, 'constitutionnels' en effet, sur lesquels nous avons bâti. Nous n'avons pas voulu renier des nations culturelles dont nous apprécions au contraire mutuellement la richesse – il n'y a pas pour moi de philosophie sans l'Allemagne, et sans l'Allemagne la musique aussi, la poésie seraient privées de tons et de nuances essentiels, de quelques 'graves' surtout (à mes amis allemands de dire ce qui leur manquerait sans la France, beaucoup, je le sais). Mais nous avons voulu bâtir sur un pacte, sur un projet, sur une reconnaissance. Versöhnung donc, Anerkennung, Verfassung (réconciliation, reconnaissance, constitution). Voilà des dynamiques clé de notre réalité – j'allais dire réalisation plutôt – commune. Un socle auquel il doit être impossible de renoncer. Il ne faut pas prétendre arrêter nulle part l'histoire, mais il ne faut jamais oublier ses inflexions majeures, décisives.* »



s'intéressent à la langue bien sûr, mais aussi à l'encadrement de rencontres franco-allemandes : « *Un certain public en France se montre de plus en plus sensible à l'Allemagne mais il ne maîtrise pas la langue allemande. Et vice versa. Une idée voit alors le jour : s'adresser à des germanistes en France et à des romanistes en Allemagne et leur proposer une formation qui en ferait des spécialistes de l'encadrement des échanges franco-allemands.* » Ce qui intéresse alors l'OFAJ, c'est uniquement l'aspect linguistique et l'Office demande à l'École d'Interprètes de l'Université de Mons (Belgique) de s'associer au projet afin de mettre en place un programme de formation. Marie Asselin rappelle au passage qu'au début de cette initiative, « *l'encadrement et les participants sont logés*

dans des bâtiments distincts, les repas sont pris séparément, la vie de groupe et l'animation sont absentes du programme ». La raison est tout simplement que l'OFAJ n'avait pas prévu ce genre d'activités, mais « *il ne faut évidemment pas oublier le contexte de l'époque qui n'était pas encore imprégné de psychologie et de sociologie* ».

Au fil des années, les stages ont évolué, ainsi que les méthodes pédagogiques et interculturelles, plus conformes aux changements sociologiques. Pour le 45^e anniversaire de l'OFAJ en 2008, les deux secrétaires généraux, Max Claudet et Eva Sabine Kuntz, concédaient qu'il fallait « *se garder de l'illusion d'une trop grande proximité qui conduirait à un intérêt moindre et finalement à une nouvelle prise de distance* » (voir leur intervention dans *Documents* 1/2008). D'où la nécessité de réfléchir et de s'interroger sur les moyens dont dispose l'OFAJ pour remplir sa mission : « *Cette réflexion, nous la menons avec les organisations qui mettent en place les échanges* ». Cinq ans plus tard, leurs successeurs, Markus Ingenlath et Béatrice Angrand, font le bilan de leur institution et développent pour ce numéro conçu dans le cadre du 50^e anniversaire de l'Office leur conception de l'avenir.

De B.I.L.D.-GÜZ à l'OFAJ

La création de l'OFAJ en 1963 n'a pas mis fin au travail du B.I.L.D. et de la GÜZ. Bien au contraire : comme le rappelait Marie Asselin (ancienne animatrice des centres franco-allemands de jeunes et jusqu'en 2011 chargée de programme au B.I.L.D.) dans un bref historique de la formation interculturelle (publié dans *Documents* 4/2008), l'histoire des animateurs-interprètes commence au milieu des années 60 au sein de l'OFAJ avec quelques passionnés du bureau linguistique qui